

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205719]

**11 OCTOBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la fixation des modalités pratiques de transmission des budgets, des comptes et des données statistiques par les communes, les provinces et toute autre institution locale wallonne faisant partie du périmètre S1313 des administrations publiques locales**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1231-13, L1312-1, L1312-2, L1313-1, L1313-2, L2223-11, L2231-6, L2231-8, L3411-1, L3411-2 et L3421-1;

Vu le rapport du 11 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en oeuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 30 août 2018, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont concernées par le présent arrêté, les communes de langue française de la Région wallonne, les provinces wallonnes, les intercommunales wallonnes, les régies communales autonomes, les régies provinciales autonomes, les agences de développement local et toute institution locale wallonne gravitant dans le périmètre des communes et des provinces et reprise dans le périmètre S1313 des administrations publiques locales belges.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° l'Administration : la Direction générale du Service public de Wallonie ayant pour mission la tutelle sur les Pouvoirs locaux;

2° le fichier SIC : le fichier de synthèse d'information comptable généré exclusivement au moyen de l'application eComptes mis à disposition des pouvoirs locaux par l'Administration;

3° le Code : le Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

**Art. 3.** Le budget initial provisoire de l'exercice suivant visé à l'article L1312-2, § 1<sup>er</sup>, du Code est arrêté par le collège communal pour le 30 septembre de l'année n au plus tard et est transmis sous la forme d'un fichier SIC à l'Administration au plus tard pour le 1<sup>er</sup> octobre de l'année n.

**Art. 4.** Le budget initial définitif de l'exercice suivant visé à l'article L1312-2, § 2, du Code est arrêté par le conseil communal pour le 31 décembre de l'année n au plus tard et est transmis sous la forme d'un fichier SIC à l'Administration au plus tard pour le 15 janvier l'année n+1.

**Art. 5.** Le compte budgétaire provisoire de l'exercice précédent visé à l'article L1312-1, § 1<sup>er</sup>, du Code doit être arrêté par le collège communal pour le 14 février de l'année n au plus tard et transmis sous la forme d'un fichier SIC à l'administration au plus tard pour le 15 février de l'année n.

**Art. 6.** Les comptes annuels de l'exercice précédent visés à l'article L1312-1, § 2, du Code sont arrêtés par le conseil communal pour le 1<sup>er</sup> juin de l'année n au plus tard et sont transmis sous la forme d'un fichier SIC à l'Administration au plus tard pour le 15 juin de l'année n.

**Art. 7.** Les intercommunales, les régies communales autonomes et les régies provinciales autonomes transmettent par voie électronique à l'Administration au plus tard pour le 15 juin de l'année n leurs comptes annuels n-1 définis selon le format normalisé défini par la Centrale des bilans.

**Art. 8.** Le budget provisoire de l'exercice suivant visé à l'article L2231-6, § 1<sup>er</sup>, du Code est arrêté par le collège provincial au plus tard pour le 30 septembre de l'année n et est transmis sous la forme d'un fichier SIC ou Excel à l'Administration au plus tard pour le 1<sup>er</sup> octobre l'année n.

**Art. 9.** Le budget définitif de l'exercice suivant visé à l'article L2231-6, § 2, du Code est arrêté par le conseil provincial au plus tard le 31 décembre de l'année n et est transmis à l'Administration, au plus tard, pour le 15 janvier de l'année n+1 via un fichier SIC ou un fichier Excel.

**Art. 10.** Le compte budgétaire provisoire de l'exercice précédent visé à l'article L2231-8, § 1<sup>er</sup>, du Code est arrêté par le collège provincial pour le 14 février au plus tard de l'année n et est transmis à l'Administration au plus tard pour le 15 février de l'année n sous la forme d'un fichier SIC ou d'un fichier Excel.

**Art. 11.** Les comptes annuels de l'année n-1 visés à l'article L2231-8, § 2, sont arrêtés par le conseil provincial au plus tard pour le 1<sup>er</sup> juin de l'année n et sont transmis à l'Administration sous la forme d'un fichier SIC ou d'un fichier Excel au plus tard pour le 15 juin de l'année n.

**Art. 12.** En cas de réformation ou d'approbation partielle par l'autorité de tutelle des documents budgétaires ou comptables, les communes et les provinces transmettent leur budget initial corrigé, leur modification budgétaire corrigée ou leurs comptes annuels corrigés par fichier SIC à la l'administration.

**Art. 13.** Le modèle standardisé de la synthèse des budgets et des comptes à publier par la commune visée à l'article L1313-1 du Code est produit exclusivement au moyen de l'application eComptes mis à disposition des pouvoirs locaux par l'Administration.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions charge l'Administration d'organiser la gestion, pour les institutions visées à l'article 1<sup>er</sup>, de toute demande de statistiques émanant de l'Institut des comptes nationaux et du Service Public Fédéral Budget & Contrôle de gestion dans le cadre des obligations européennes auxquelles doivent répondre les administrations publiques belges.

§ 2. L'Administration met en place l'ensemble des actions lui permettant de répondre aux demandes de statistiques émanant de l'Institut des comptes nationaux et du Service Public Fédéral Budget & Contrôle de gestion dans le cadre des reportings relatifs aux comptes provisoires et définitifs, à l'exécution trimestrielle du budget, aux garanties octroyées, aux partenariats publics-privés et aux contrats de performance énergétique conclus avec un partenaire privé et au périmètre des administrations publiques locales.

§ 3. Un rapport annuel est transmis chaque année par l'Administration au Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions portant sur les reportings réalisés en cours d'année et du solde de financement du système européen des comptes, SEC, des institutions visées à l'article 1<sup>er</sup>.

§ 4. L'Administration transmet chaque année aux institutions visées à l'article 1<sup>er</sup>, un calendrier reprenant l'ensemble des demandes de reportings auxquelles elles doivent répondre.

**Art. 15.** Les provinces intègrent dans leur système informatique comptable un module d'extraction des données en vue de constituer une base locale de données comptables standardisées, BDCS, permettant la génération de fichiers SIC à transmettre à la l'Administration.

**Art. 16.** La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 octobre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205719]

**11 OKTOBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de vaststelling van praktische modaliteiten inzake de overmaking van begrotingen, rekeningen en statistische gegevens door gemeenten, provincies en alle andere Waalse lokale instellingen die deel uitmaken van de omtrek S1313 van de lokale openbare besturen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, de artikelen L1231-13, L1312-1, L1312-2, L1313-1, L3132-1, L2223-11, L2231-6, L2231-8, L3411-1, L3411-2 en L3421-1;

Gelet op het verslag van 11 juni 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 30 augustus 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Onder dit besluit vallen de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest, de Waalse provincies, de Waalse intercommunales, de autonome gemeentebedrijven, de autonome provinciebedrijven, de lokale ontwikkelingsagentschappen en alle Waalse lokale instellingen die actief zijn binnen de grenzen van de gemeenten en provincies en onder de omtrek S1313 van de lokale openbare besturen.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> de Administratie : het Directoraat-generaal van de Waalse Overheidsdienst belast met het toezicht op de plaatselijke besturen;

2<sup>o</sup> het "SIC"-bestand : het bestand met het overzicht van de boekhoudkundige informatie, uitsluitend gegenereerd door de toepassing "eComptes", die door de Administratie ter beschikking van de plaatselijke besturen wordt gesteld;

3<sup>o</sup> het Wetboek : het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

**Art. 3.** De voorlopige aanvankelijke begroting van het volgende boekjaar bedoeld in artikel L1312-2, § 1, van het Wetboek wordt ten laatste op 30 september van het jaar n door het gemeentecollege vastgesteld en wordt uiterlijk 1 oktober van het jaar n aan de Administratie overgemaakt onder de vorm van een "SIC" bestand.

**Art. 4.** De definitieve aanvankelijke begroting van het volgende boekjaar bedoeld in artikel L1312-2, § 2, van het Wetboek wordt ten laatste op 31 december van het jaar n door het gemeentecollege vastgesteld en wordt uiterlijk 15 januari van het jaar n aan de Administratie overgemaakt onder de vorm van een "SIC" bestand.

**Art. 5.** De voorlopige begrotingsrekening van het voorlopige boekjaar bedoeld in artikel L1312-1, § 1, van het Wetboek moet ten laatste op 14 februari van het jaar n door het gemeentecollege worden vastgesteld en uiterlijk 15 februari van het jaar n aan de Administratie worden overgemaakt onder de vorm van een "SIC" bestand.

**Art. 6.** De jaarrekeningen van het voorlopige boekjaar bedoeld in artikel L1312-1, § 2, van het Wetboek worden ten laatste op 1 juni van het jaar n door het gemeentecollege vastgesteld en uiterlijk 15 juni van het jaar n aan de Administratie overgemaakt onder de vorm van een "SIC" bestand.

**Art. 7.** De intercommunales, de autonome gemeentebedrijven en de autonome provinciebedrijven maken uiterlijk 15 juni van het jaar n langs elektronische weg hun n-1-jaarrekeningen aan de Administratie over, die volgens het door de Balanscentrale vastgestelde standaardformaat wordt opgesteld.

**Art. 8.** De voorlopige begroting van het volgende boekjaar bedoeld in artikel L2231-6, § 1, van het Wetboek wordt uiterlijk 30 september van het jaar n door het provinciecollege vastgesteld en wordt uiterlijk 1 oktober van het jaar n aan de Administratie overgemaakt onder de vorm van een "SIC" bestand.

**Art. 9.** De definitieve begroting van het volgende boekjaar bedoeld in artikel L2231-6, § 2, van het Wetboek wordt uiterlijk 31 december van het jaar n door de provincieraad vastgesteld en wordt uiterlijk 15 januari van het jaar n+1 aan de Administratie overgemaakt onder de vorm van een "SIC" bestand of een Excel-bestand.

**Art. 10.** De voorlopige begrotingsrekening van het voorlopige boekjaar bedoeld in artikel L2231-8, § 1, van het Wetboek wordt uiterlijk 14 februari van het jaar n door het provinciecollege worden vastgesteld en uiterlijk 15 februari van het jaar n aan de Administratie worden overgemaakt onder de vorm van een "SIC" bestand.

**Art. 11.** De jaarrekeningen van het jaar n-1 bedoeld in artikel L2231-8, § 2, worden uiterlijk 1 juni van het jaar n door de provincieraad vastgesteld en uiterlijk 15 juni van het jaar n aan de Administratie overgemaakt onder de vorm van een "SIC" bestand of een Excel-bestand.

**Art. 12.** In geval van een hervorming of gedeeltelijke goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de budgettaire of boekhoudkundige documenten, sturen de gemeenten en provincies hun verbeterde aanvankelijke begroting, hun verbeterde begrotingswijziging of hun verbeterde jaarrekeningen aan de Administratie onder de vorm van een "SIC" bestand.

**Art. 13.** Het gestandaardiseerde model van het overzicht van de begrotingen en rekeningen dat door de in artikel L1313-1 van het Wetboek bedoelde gemeente moet worden gepubliceerd, wordt uitsluitend opgesteld aan de hand van de toepassing "eComptes", die door de Administratie ter beschikking van de plaatselijke besturen wordt gesteld.

**Art. 14.** § 1. De Administratie wordt door de Minister van Plaatselijke besturen belast met het beheer, voor de instellingen bedoeld in artikel 1, van elk verzoek om statistieken van het Instituut voor Nationale Rekeningen en de Federale Overheidsdienst Budget & Beheerscontrole in het kader van de Europese verplichtingen waaraan de Belgische overheidsdiensten moeten voldoen.

§ 2. De Administratie voert alle acties uit die haar in staat stellen om in te gaan op de verzoeken om statistieken van het Instituut voor de Nationale Rekeningen en de Federale Overheidsdienst Budget & Beheerscontrole in het kader van de reportings met betrekking tot de voorlopige en definitieve rekeningen, de driemaandelijke uitvoering van de begroting, de toegekende waarborgen, de publiek-private partnerschappen en de energieprestatiecontracten afgesloten met een private partner en de omvang van de lokale openbare besturen.

§ 3. De Administratie zendt jaarlijks een jaarverslag aan de Minister van Plaatselijke besturen met betrekking tot de reportings die in de loop van het jaar worden uitgevoerd en tot het financieringssaldo van het Europees systeem van rekeningen, ESR, van de in artikel 1 bedoelde instellingen.

§ 4. De administratie maakt jaarlijks de in artikel 1 bedoelde instellingen over, alsook een tijdschema met alle verzoeken om reportings waarop zij moeten antwoorden.

**Art. 15.** De provincies integreren een gegevensextractiemodule in hun boekhoudcomputersystemen om een lokale gestandaardiseerde boekhouddatabank, BDCS, samen te stellen, die de generatie van naar de Administratie door te sturen SIC-bestanden mogelijk maakt.

**Art. 16.** De Minister van Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 oktober 2018.

Voor de Regering :  
De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE